



Echos de la

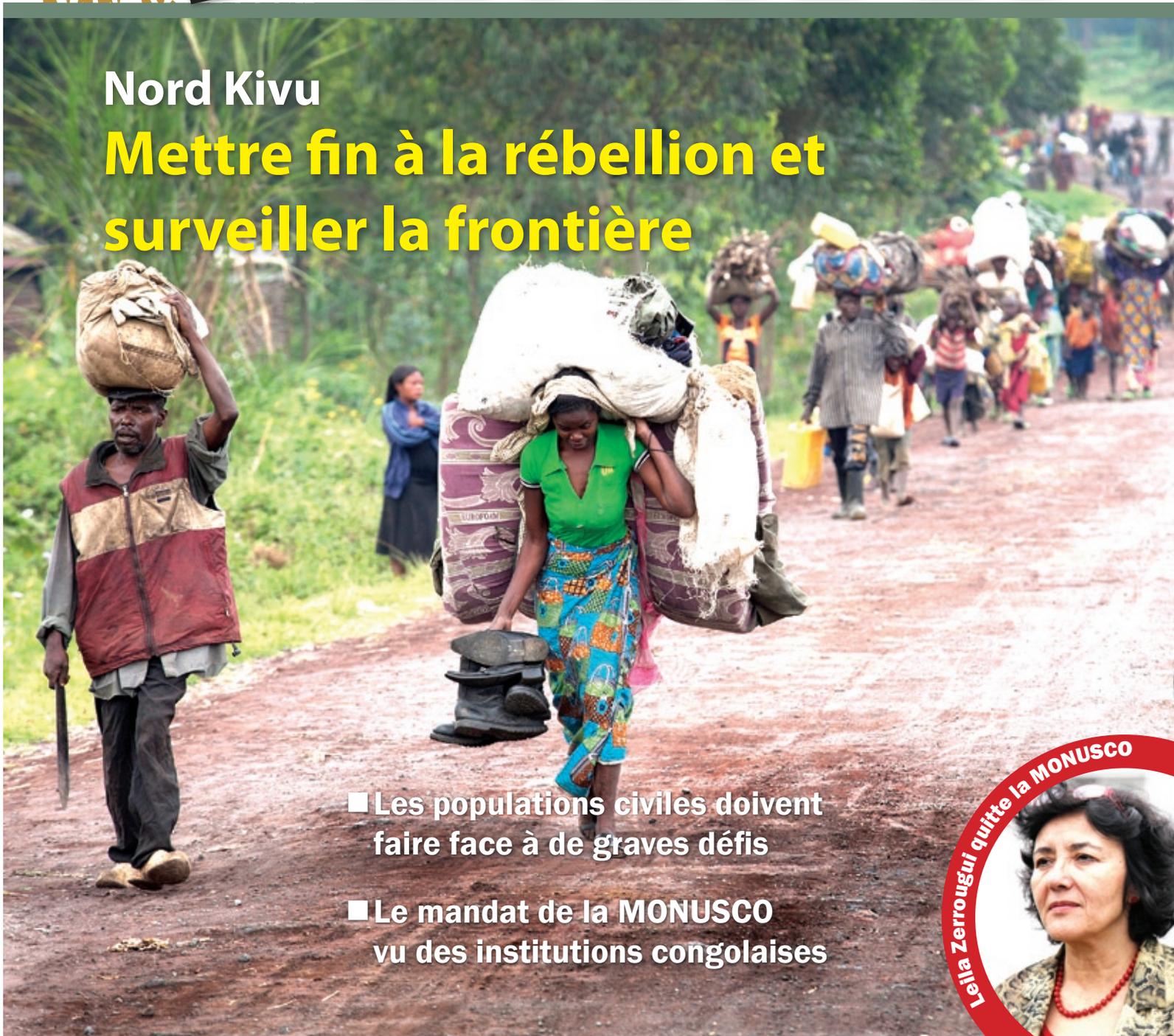
MONUSCO

Nord Kivu

Mettre fin à la rébellion et surveiller la frontière

- Les populations civiles doivent faire face à de graves défis
- Le mandat de la MONUSCO vu des institutions congolaises

Leila Zerrougui quitte la MONUSCO



Sommaire



Photo UN

Jan Eliasson, Vice-Secrétaire général de l'ONU

3 Focus

Nord Kivu : Mettre fin à la rébellion, surveiller la frontière et protéger les civils

5 Crise du Kivu. Quand Roger Meece réaffirme la mission de la MONUSCO à appuyer les FARDC et protéger les civils

6 Déplacés internes : une augmentation inquiétante

7 Interview. Leila Zerrougui en quittant la MONUSCO "Je crois que nous avons fait des progrès importants pour nous tous et pour le Congo"

10 Elections. Comment l'ONU va-t-elle les soutenir?

11 Eclairage. Ce qu'apporte de nouveau la Résolution 2053 sur les élections en RDC

**12 Opinion. Résolution 2053 du Conseil de sécurité
Le mandat de la MONUSCO vu des Congolais**

Photo couverture :

des populations civiles déplacées par la guerre entre FARDC et M23 dans le territoire de Rutshuru dans l'Est de la RDC, le 27 juillet 2012 - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

La MONUSCO et la force internationale neutre

✎ Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

Quelle force internationale neutre pour sécuriser la frontière entre le Rwanda et la République démocratique du Congo ? Cette question reste toujours posée tant dans l'opinion nationale congolaise qu'internationale.

En effet, pour sortir de la crise actuelle du Nord Kivu, les présidents Paul Kagame du Rwanda et Joseph Kabila de la République démocratique du Congo ont convenu, en marge du dernier sommet de l'Union Africaine (UA) d'Addis-Abeba en Ethiopie, du déploiement d'une force internationale neutre pour démenteler le Mouvement du 23 mars (M23) et sécuriser la frontière.

Nul ne sait avec exactitude ni la composition future de cette force ni son mode de fonctionnement. Ce dont tout le monde est sûr c'est que les autorités congolaises ne voient pas d'inconvénient si, pour aller plus vite, la MONUSCO devait en constituer l'ossature et aussi changer de mandat pour répondre aux deux missions qui ont été définies à Addis-Abeba, éradiquer le M23 et surveiller la frontière.

Suite à la 3^{ème} page

Directeur a.i. de l'Information Publique
Madnodje Mounoubai

Coordonnateur
Penangnini Toure

Rédacteur-en-Chef
Joseph Tshimanga

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Suite de la 2^{ème} page

L'Est de la République démocratique du Congo, plus précisément la province du Nord Kivu, est confronté à une mutinerie depuis le mois de mai 2012. Cela en plus de nombreux groupes armés congolais et étrangers, comme les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) qui sévissent dans cette partie orientale du pays.

Conséquences immédiates de cette nouvelle crise, l'aggravation de la situation humanitaire dans le Nord Kivu. L'augmentation du nombre de personnes déplacées et de réfugiés est très préoccupante.

Les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies se sont félicités que les présidents Kagame et Kabila se soient entretenus afin de résoudre la crise, y compris par l'intermédiaire de la conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). L'ONU a appelé à cette occasion tous les pays de la région à "coopérer activement" pour stopper le M23, un groupe rebelle formé d'anciens mutins des Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Pour l'heure, la question reste le rôle et la place de la MONUSCO dans cette force neutre.

Changera, changera pas de mandat? La question n'est pas encore à l'agenda du Conseil de sécurité des Nations Unies. Une chose est, cependant, certaine : à condition que le Conseil de sécurité en décide autrement, le mandat actuel de la MONUSCO reste le même : assurer la protection des civils. La protection des localités ainsi que la surveillance des frontières reviennent aux FARDC. ■



Focus

La MONUSCO appuie les FARDC, pour la stabilisation de la paix dans l'Est du pays
Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

Nord Kivu

Mettre fin à la rébellion, surveiller la frontière et protéger les populations civiles

L'ONU juge que le dialogue inter-régional est primordial pour résoudre la crise de l'Est de la République démocratique du Congo.

✍ Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

Les affrontements entre les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans la province du Nord Kivu étaient parmi les trois crises majeures (Soudan, Mali et RDC) évoquées au sommet de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba qui a eu lieu du 9 au 16 juillet dernier, auquel a assisté le nouveau Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson.

En marge du sommet d'Addis-Abeba, Jan Eliasson a rencontré le président rwandais Paul Kagame et son homologue congolais Joseph Kabila et les a exhortés à éviter une escalade de la violence.

Les deux présidents, a-t-il confirmé, ont donné leur accord de principe au déploiement d'un mécanisme de surveillance de la frontière. Le 19 juillet, au siège de l'ONU à New York, le Vice-Secrétaire général de



Jan Eliasson, Vice-Secrétaire général de l'ONU - Photo UN

l'ONU a avoué ne pas savoir quelle forme prendrait un tel mécanisme qui pourrait provenir de la Mission de l'ONU en RDC (MONUSCO), d'autres forces des Nations Unies ou de l'Union africaine. *“Nous verrons, mais le plus important est que les deux pays aient accepté le principe”*, a-t-il commenté, lors de la présentation de ses priorités à la presse.

De leur côté, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont dit *“saluer ces discussions entre les présidents Kagame et Kabila pour résoudre la crise, et encourager en même temps la poursuite d'un dialogue à haut niveau, à la fois au niveau bilatéral et régional”*.

Dans son communiqué rendu public le 16 juillet, le Conseil de sécurité a *“réaffirmé sa condamnation de toute aide extérieure à tous les groupes armés en RDC”*. Il a réitéré son *“plain soutien”* à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation

en RDC (MONUSCO) et rappelé que *“tous ceux qui sont responsables d'attaques contre des civils ou contre le personnel de la Mission doivent être poursuivis et sanctionnés”*.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil de Sécurité *“ont demandé au M23 et à tous les groupes armés de cesser toute forme de violence, y compris les violences sexuelles ainsi que le recrutement et l'emploi d'enfants-soldats. Ils ont demandé aux institutions pertinentes de veiller à ce que toutes les violations des droits de l'Homme fassent l'objet d'enquêtes et à ce que les auteurs soient tenus responsables de leurs actes”*.

Objectif, mettre fin à la rébellion

Les chefs d'Etat africains, réunis à Addis-Abeba en Ethiopie, ont assuré qu'ils étaient prêts à contribuer à une force de paix régionale dans l'Est de la République démocratique du Congo. L'Union Africaine a annoncé qu'elle

était disposée à envoyer des troupes dans l'Est de la RDC pour participer à une force régionale afin de contrecarrer les desseins des rebelles du M23.

A l'Union Africaine, à l'Organisation des Nations Unies, y compris en République démocratique du Congo, chefs d'Etat, membres permanents du Conseil de sécurité, et société civile congolaise se sont tous mobilisés.

Préoccupée par la situation de guerre qui sévit dans le Nord Kivu, la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) a, dans un communiqué de presse publié à Kinshasa le 21 juillet, déploré le plan consistant à balkaniser le Congo.

Dans ce communiqué, les évêques catholiques ont exprimé leur profonde consternation sur la guerre qui sévit encore dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu et qui est, selon eux, *“l'illustration du plan de balkanisation maintes fois dénoncé dans leurs déclarations et messages”*.

Les évêques ont, au cours d'un point de presse animé le samedi 21 juillet par le secrétaire général de la CENCO, réaffirmé *“l'unité et l'indivisibilité de la RDC dans ses frontières héritées de la colonisation et reconnues par la communauté internationale, le 30 juin 1960.”* Ils ont pris l'engagement de mener des actions concrètes pour traduire dans les faits, leur refus de balkanisation de la RDC.

Jamais pareille mobilisation nationale, régionale et internationale n'était perceptible pour l'Est de la République démocratique du Congo, depuis la fin de la conférence sur la paix, la sécurité et le développement dans les provinces des Nord et Sud Kivu le 24 janvier 2008. ■

Quand Roger Meece réaffirme la mission de la MONUSCO à appuyer les FARDC et protéger les civils

Le marathon du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, pour rassurer et convaincre de l'engagement de la MONUSCO à apporter assistance à l'armée congolaise et protéger la population civile.

✍ Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

C'est un véritable marathon que Roger Meece a effectué, dans le cadre de ses activités régulières, pendant tout le mois de juillet 2012. Le chef de la MONUSCO devait participer à la réunion des ministres de la Défense des pays de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) en marge du sommet de l'Union Africaine (UA); il a successivement rencontré le ministre congolais de l'Intérieur, Richard Muyej, le Président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku; les représentants de l'Exécutif provincial du Nord Kivu; les confessions et associations religieuses, la presse, ainsi que les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies à New York.

Partout où il est passé, il a eu des discussions sur la résolution de la crise qui prévaut dans l'Est de la République démocratique du Congo. Objectif : mettre fin à la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23) qui a commencé en avril dans la partie orientale du pays et qui a aggravé la situation sécuritaire et déplacé des civils.

Un engagement à fond

A tous ses interlocuteurs, M. Meece a rassuré de la détermination de la MONUSCO à assurer la protection des civils contre toute tentative de

progression des éléments mutins du M23, ainsi que de toute menace de ce mouvement rebelle contre la population civile. *“Tous les moyens sont ou seront pour ce faire possibles”*, a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général au sortir de l'audience que lui avait accordée le Président de l'Assemblée Nationale à Kinshasa, le 22 juillet. Roger Meece a, à cette occasion, réitéré la décision du Conseil de sécurité relative à la mutinerie dans l'Est de la RDC: *“Tout soutien extérieur au M23 doit être arrêté”*, a-t-il dit. Aussi, a-t-il déploré : *“Toute action contre les Tutsi ou n'importe quelle autre communauté ne contribue pas à la solution des problèmes. Elle favorise plutôt le cycle de tueries dans l'Est de la RDC”*. Et, selon lui, *“il faut dialoguer au lieu de recourir aux armes pour résoudre les problèmes communautaires”*.

Tout compte fait, l'appui de la MONUSCO aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) est sûr *“pour stopper les rebelles du M23”*. L'entretien de Roger Meece, le 12 juillet, avec le gouverneur



Roger Meece (1^{er} à d.) participant à la réunion de la conférence internationale sur la région des Grands Lacs à Goma, Est de la RDC
Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

de province du Nord Kivu, Julien Paluku, a été l'occasion pour le chef de la MONUSCO de réaffirmer son engagement à apporter assistance aux FARDC qui, depuis près de deux mois mènent une guerre contre les rebelles du M23. *“Des hélicoptères de combat sont en mouvement de surveillance et des bombardements de l'ennemi”* a confirmé Roger Meece à la presse à Goma. *« En aucun cas la MONUSCO, dans sa mission ne manquera pas à apporter appui logistique et militaire pour le rétablissement de la paix dans la région troublée par les groupes armés, il y a plus d'une décennie, »* a-t-il promis. ■



Un groupe de femmes déplacées internes à Kanyarutshinya - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

Déplacés internes : une augmentation inquiétante

Les populations civiles déstabilisées, notamment celles des territoires de Rutshuru, cherchent désespérément à se mettre à l'abri en se déplaçant continuellement, ce qui complique le travail des humanitaires dans le Nord Kivu.

✂ Par Sylvestre Kilolo/MONUSCO

Au Nord-Kivu, ces quatre derniers mois ont été marqués par des affrontements meurtriers entre les Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les mutins du Mouvement du 23 mars. Cette crise militaire occasionne un afflux massif de populations des territoires ruraux, dont, selon les statistiques publiées par la commission provinciale "Mouvement des Populations" en mi-juin dernier, Masisi totalise 32.66% des déplacés, Lubero 26.67%, Walikalé 19.72% ;

Rutshuru 13.72% et Beni 5.6%.

A cause de l'intensification des combats dans le territoire de Rutshuru, la situation humanitaire s'est rapidement détériorée. Chaque coup de canon crée la psychose et jette des centaines de personnes sur la route. Si certains déplacés sont regroupés dans des familles d'accueil, d'autres se réfugient sur des sites spontanés des églises, dans les écoles ou des espaces verts inappropriés. Lesquels sites manquent de toilettes et d'eau potable.

A Kanyarutshinya (7 km au Nord

de Goma) vivent environ 30 mille personnes, d'après le recensement des services de protection civile de Goma. Ces déplacés viennent de Rutshuru-centre, Kiwanja, Rugari, et Rumangabo. Ils sont au total 16 000 qui ont choisi Mugunga (2 km au sud de Goma), 5000 à Bwemana (environ 50 km au sud de Goma). Ces deux derniers groupes de déplacés proviennent du territoire de Masisi où s'affrontent régulièrement les groupes armés Raïa Mutomboki et les Forces démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR). ■

Leila Zerrougui en quittant la MONUSCO: “Je crois que nous avons fait des progrès importants pour nous tous et pour le Congo”

A l'occasion du départ de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU, Madame Leila Zerrougui, la Rédaction du magazine Echos de la MONUSCO du Bureau de l'Information publique s'est entretenue avec elle, dans le cadre de ses loyaux services rendus à la Mission et, au-delà, à la République démocratique du Congo (RDC). Ci-dessous l'interview bilan de celle que les Congolais appellent affectueusement “Maman Leila”.

✂ Propos recueillis par Joseph Tshimanga et Touré Penangnini/MONUSCO

ECHOS DE LA MONUSCO :
Au terme de votre séjour en République démocratique du Congo en tant que Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies, quels souvenirs gardez-vous de votre expérience dans ce pays et quels en ont été les temps forts ?

Leila Zerrougui : J'ai pris mes fonctions en tant que Représentante spéciale adjointe le 10 octobre 2008. Cela a été un privilège de servir au Congo, ce grand et important pays d'Afrique centrale, à la richesse inégalée et au potentiel très fort. J'ai eu le plaisir d'être un témoin du cinquantenaire de l'indépendance et on ne peut que mesurer le chemin parcouru, même si les défis restent grands. J'ai également eu le plaisir de travailler avec des gens formidables, Congolais et internationaux, avec qui nous avons pu avancer sur de nombreuses questions.

Mon arrivée a été marquée par une dégradation de la situation à l'Est avec le retrait du CNDP (Congrès



L'ancienne Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU pour la RDC en compagnie d'officiels civils et militaires de la MONUSCO et des institutions congolaises, dont le président du Sénat, Léon Kengo wa Dondo (2^{ème} à g.) - Photo MONUSCO/Myriam Asmani

national pour la défense du peuple, ndlr) des accords de paix de Nairobi et de Goma. Nous avons ensuite vécu le massacre de Kiwanja commis le 5 novembre 2008 par les troupes du CNDP dans leur progression et les graves violations des droits de l'homme commises par les FARDC (Forces

armées de la République démocratique du Congo, ndlr) à Kanyabayonga dans le sillage de leur retrait. Ma première visite sur le terrain fut à Kiwanja pour comprendre ce qui s'était passé, mesurer l'ampleur des violations et apporter une réponse appropriée aux besoins de protection des populations



*Durant son mandat, Leila Zerrougui a écouté les enfants congolais et défendu leurs droits.
Photo MONUSCO/Myriam Asmani*

civiles. Un autre événement majeur, les attaques perpétrés par la LRA (Armée de résistance du Seigneur, ndlr) tout le long de l'année 2008 et notamment un massacre perpétré en pleine fête de Noël ciblant les populations des territoires de Faradje, Dungu et d'autres localités du Haut Uélé.

Si je mentionne ces événements, c'est parce qu'ils ont eu une incidence majeure, pas seulement sur ma façon d'appréhender mon rôle dans la mission, mais aussi et surtout sur notre mandat et toute la stratégie de la mission au cours des années suivantes. C'est dans ce contexte que le Conseil de Sécurité a renforcé le mandat de la MONUC en matière de protection et a autorisé l'appui aux FARDC pour neutraliser les forces négatives. Cependant et alors que nous nous attelions à la mise en œuvre de ce mandat, le Gouvernement congolais

a signé les accords du 23 mars 2009 intégrant l'ensemble des éléments du CNDP dans les FARDC et la PNC (Police nationale congolaise, ndlr), sans distinction, y compris ceux qui avaient commis le massacre de Kiwanja avec à leur tête Bosco Ntaganda inculpé et recherché par la CPI (Cour pénale internationale, ndlr). D'autres groupes armés ont également été intégrés dans les mêmes conditions. La Mission s'est trouvée confrontée à un dilemme. Le rapprochement avec le Rwanda était une évolution positive qu'il fallait encourager, mais il était clair que l'intégration d'une panoplie de groupes armés incluant des criminels de guerre n'augurait rien de bon. Les massacres de Shalio, suivi d'un autre massacre commis par les FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda, ndlr) en repréailles à Busingiri, les violations graves des droits de l'homme commises tout au

long de l'année 2009 ont confirmé nos appréhensions. Des exactions contre les populations civiles étaient commises de façon récurrente souvent dans le cadre d'opérations conjointes avec la MONUC. Des massacres, viols massifs et autres crimes abominables étaient perpétrés par les FDLR, la LRA et les groupes armés congolais non intégrés. Il fallait trouver les moyens d'appuyer les autorités dans leurs efforts tout en préservant la réputation des Nations Unies. L'année 2009 a été une année charnière en ce sens.

L'année 2010 a eu aussi son lot de défis avec les viols massifs de Walikale, Bushani et Fizi qui nous ont amené à ajuster et affiner nos méthodes et notre posture, et l'utilisation de nos moyens pour mieux protéger les populations civiles.

Un autre temps fort et triste à la fois pour moi, a été l'assassinat de Chebeya en juin 2010, responsable de la Voix des Sans Voix, activiste des droits de l'homme, un partenaire et un ami. Il y a eu l'avion qui s'est écrasé en avril 2011, accident dans lequel nous avons perdu des collègues et des amis. Il y a eu les élections de novembre 2011, bien sûr, qui ont marqué un temps fort pour la mission mais surtout pour la RDC. Il y a eu beaucoup de moments forts au cours de ces quatre années et il m'est difficile de tous les citer sans commettre une omission.

Sur une note plus positive, je voudrais dire que ce sont aussi ces moments forts qui nous ont amené à nous surpasser et nous concentrer sur des thématiques que j'ai eu l'immense plaisir de soutenir et d'accompagner, personnellement, parce que c'était ma responsabilité étant en charge de l'Etat de droit, mais aussi parce

qu'elles touchent à mes convictions les plus profondes. A force de patience et de persévérance, de travail et de conviction, je crois qu'on a fait des progrès importants pour nous tous et pour le Congo. Qu'il s'agisse de nos efforts et des outils que nous avons mis en œuvre pour la lutte contre l'impunité et pour renforcer la justice, qu'il s'agisse de la politique de Conditionnalité ou bien encore l'appui au système pénitentiaire ou à la réforme de la police, je reste convaincue que nous avons apporté une petite contribution et parfois avons fait la différence dans la réalisation des objectifs de la mission, dans la vie des Congolais et dans la marche de l'Etat congolais vers la consolidation de ses fonctions régaliennes dans le respect des droits humains. Les défis demeurent, je n'en doute pas, mais il faut aussi mesurer le travail accompli au cours de ces années.

A votre avis, que devra faire la MONUSCO de mieux qu'elle ne fait déjà pour réussir dans sa mission et comment voyez-vous son avenir?

La MONUSCO est une opération de maintien de la paix déployée avant tout pour contribuer à la gestion d'une situation de conflit armé qui constitue une menace à la paix et la sécurité internationales. C'est avec cette perspective que chacun doit fixer ses objectifs pour que la Mission en s'acquittant de son mandat apporte une contribution qualitative afin de mettre fin aux groupes armés et à ces

mouvements qui déstabilisent l'Etat congolais, freinent son développement et constituent une menace permanente pour la sous-région. Certes, la réponse militaire est importante mais elle n'est pas suffisante. Il est impératif de se pencher sur les causes immédiates de cette instabilité, mais pour que cela se fasse de façon durable, il est tout aussi impératif de travailler sur les causes profondes des problèmes. Cela veut dire travailler avec les autorités congolaises sur le court, moyen et le long terme, et consolider les acquis. A la MONUSCO, nous avons toujours tâché d'adopter une vue et stratégie globales et inclusives, parce que la Mission a besoin que toutes ses composantes civiles, militaires et de police travaillent ensemble, de façon coordonnée, pour pouvoir œuvrer à la stabilité de façon durable. Cette approche collaborative est fondamentale parce que la Mission doit continuer à mettre en œuvre un mandat complexe, qui requiert une

expertise pointue et il faut qu'avec un minimum de moyens, on ait un maximum de résultats.

Pour ce qui est du domaine qui me touche plus directement, celui de l'Etat de droit, je voudrais dire qu'il faut continuer à travailler sur la lutte contre l'impunité et le renforcement de la chaîne pénale, parce que c'est la clé de tout. Si ceux qui commettent des exactions contre les populations civiles innocentes ne sont pas arrêtés, jugés et punis, surtout quand ils portent l'uniforme de l'Etat, alors le cycle de violence ne fera que se perpétuer et sera sans fin. Chaque arrestation, chaque jugement rendu, chaque condamnation est une victoire pour la lutte contre l'impunité. Ce travail de fond sur les différentes étapes de la chaîne pénale est fondamental.

Enfin, je voudrais ajouter qu'il faut se concentrer sur la réponse institutionnelle car c'est seulement par une réponse responsable de l'Etat que la pérennité de nos actions sera

assurée. Nous sommes une Mission de stabilisation et nous devons créer les conditions propices pour que des projets de développement puissent être mis en œuvre. Pour cela, la Mission doit travailler de concert avec la communauté internationale, les bailleurs et tous les autres partenaires afin d'assister le gouvernement à mettre en œuvre ses priorités de façon efficace et durable. J'espère que la situation se stabilisera et que des solutions durables seront trouvées pour que la RDC tourne la page de l'instabilité et du maintien de la paix. ■



*Un prix de mérite spécial a été décerné à Mme Zerrougui, le 8 mars 2011, par une association de femmes congolaises.
Photo MONUSCO/Myriam Asmani*

Comment l'ONU va-t-elle les soutenir ?

Le Conseil de sécurité “*Exhorte les autorités congolaises à veiller à ce que les élections provinciales et locales se déroulent dans les délais requis et de façon crédible, pacifique et transparente...*” Cet appel, mobilisateur, est extrait de la Résolution 2053 du Conseil de sécurité des Nations Unies relative au nouveau mandat de la MONUSCO dans lequel il est demandé à la Mission onusienne de donner un appui logistique et technique à la tenue d'élections provinciales et locales en République démocratique du Congo. Mobilisateur non seulement pour les efforts que doivent consentir tous les autres partenaires extérieurs à la réussite de ces prochains scrutins, mais aussi et surtout pour le peuple congolais que ces

élections intéressent au plus haut point.

Le souhait et la recommandation du Conseil de sécurité signifient que le gouvernement de la République démocratique du Congo doit “*veiller au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, garantir la participation pleine et entière des femmes au processus électoral, renforcer les échanges et la coopération avec la société civile, ménager un accès équitable aux médias, notamment aux médias contrôlés par l'État, assurer la sécurité de tous les candidats et celle des observateurs électoraux et des témoins, des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et des intervenants de la société civile, y compris les femmes*”.

D'où, le Conseil “*Décide que la*

MONUSCO prêter son concours à l'organisation et à la tenue d'élections provinciales et locales, sous forme d'un appui technique et logistique...”

Il décide également que “*cet appui sera évalué à l'aune des progrès accomplis par les autorités congolaises pour renforcer la crédibilité de la Commission électorale nationale indépendante, se doter de plans opérationnels viables de nature à mobiliser un soutien international, adopter un calendrier électoral réaliste et continuer à garantir le plein accès des observateurs et des représentants des partis politiques à tous les bureaux de vote et à toutes les activités électorales...*” ■

Lire à la page suivante l'explication du directeur de la division électorale de la MONUSCO



Comme en novembre 2011, la MONUSCO entend appuyer les élections provinciales et locales en RDC. Ici à Uvira, le jour des votes présidentiel et législatif, le 28/11/2011) - Photo MONUSCO/Laurent Sam Oussou

Ce qu'apporte de nouveau la Résolution 2053 sur les élections en RDC

Quelles sont les innovations de la Résolution 2053 (2012) dans le cadre des élections provinciales et locales en République démocratique du Congo? En quoi consistera l'appui logistique et technique de la MONUSCO? Quels sont les rapports actuels entre la MONUSCO et la Commission nationale électorale indépendante (CENI)? Le directeur de la Division électorale de la MONUSCO, Mathieu Bouah Bile, a accepté de répondre à toutes ces questions, dans le cadre des enjeux et perspectives de ces deuxièmes scrutins – après ceux de novembre 2011 –, d'appui et de soutien logistique de la MONUSCO. Voici son commentaire.

✎ **Propos recueillis par Joseph Tshimanga/MONUSCO**

“ Je pense que la Résolution 2053 s'explique dans le prolongement de la 1991 (Résolution ndlr).

Ce qu'elle apporte de nouveau c'est qu'elle rentre en plus de détails en essayant de soumettre la conduite du processus, d'abord, à des progrès qui doivent être régulièrement faits, en termes d'accomplissement. Ensuite, la résolution 2053 va plus dans les détails en demandant aux autorités congolaises de renforcer la crédibilité de la CENI (Commission électorale nationale indépendante), de prendre des mesures urgentes pour faire face à ce qui a été constaté en termes d'insuffisances et irrégularités; d'adopter un plan opérationnel, d'élaborer un calendrier réaliste ; tout cela étant vu comme élément de pouvoir assurer la crédibilité du processus. En somme, elle pèse un

peu et à la fois sur les autorités, sur la CENI, comme la MONUSCO, une obligation de continuer à mieux suivre les éléments (l'évolution de la situation, ndlr) et de rendre compte au Secrétaire général.

En attendant que le feu vert soit donné, parce que vous savez qu'il y a une recommandation du Conseil de sécurité qui a demandé de suspendre le calendrier électoral, mais si l'on s'en tient à ce que dit la Résolution 2053, l'appui de la MONUSCO est toujours logistique et technique. L'appui logistique c'est-à-dire comment aider les autorités congolaises, à travers elles la CENI, à faire partir tout le matériel, à le ramener, etc. L'appui technique, c'est aider la CENI à certainement faire un plan logistique plus cohérent, aider la CENI et lui fournir des spécificités techniques,



Mathieu Bouah Bile - Photo MONUSCO/Jésus Nzambi

partant du fait que la responsabilité première incombe à la CENI.

En effet, les rapports actuels entre la CENI et la Division électorale de la MONUSCO sont à l'image de ce qu'ils devraient être. Les rapports entre une structure d'appui et une structure qui reçoit l'appui. Ces rapports sont acceptables parce qu'il y a parfois des hauts et des bas, c'est normal. On a vu que la MONUSCO a été un peu blâmée par la CENI, mais cela n'a rien à voir avec l'assistance internationale. Les rapports peuvent être difficiles parce que lorsque la CENI demande le financement que nous ne pouvons pas donner, puisque le calendrier est légèrement suspendu, il faut expliquer cela. Nous continuons notre assistance à la CENI en attendant que les préalables politiques soient levés”. ■

Résolution 2053 du Conseil de sécurité

Le mandat de la MONUSCO vu des Congolais

Comment les Congolais jugent-ils la Résolution 2053 (2012) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la République démocratique du Congo qui vient d'être votée et met l'accent, notamment sur la protection des populations civiles, le soutien à la réforme du secteur de la sécurité, et l'appui aux élections provinciales et locales ? Que doit faire la MONUSCO de mieux ou de différent qu'elle ne fait maintenant dans le cadre de son mandat en RDC ? Trois membres des institutions nationales congolaises ont été ciblés par notre rédaction. Ils donnent librement ici leurs opinions, qui n'engagent ni la MONUSCO ni l'Organisation des Nations Unies.

Raymond Tshibanda, ministre des Affaires Etrangères

“La MONUSCO présente un bon profil pour une stabilisation efficace de la partie orientale de la République démocratique du Congo en crise”

Une vision du ministre des Affaires Etrangères, Coopération internationale et Francophonie, pour un changement du mandat de la MONUSCO, tirée de sa conférence de presse animée à Kinshasa, le 19 juillet 2012.

“ Il faut que le mandat actuel de la MONUSCO soit revu, parce que ce mandat aujourd'hui n'inclut pas les deux missions qui viennent d'être assignées à la nouvelle force (deux missions ont été définies en juillet à Addis-Abeba lors du sommet de l'Union Africaine. Les présidents Paul Kagame du Rwanda et Joseph Kabila de la République démocratique du Congo ont convenu de la création d'une force neutre internationale avec pour objectif d'éradiquer le M23 et surveiller la frontière. NDLR).

Il faut que la configuration des troupes soit aussi ajustée à la menace que nous avons aujourd'hui, à la tâche précise qui est assignée à



Raymond Tshibanda Ntungamulongo

cette force dont nous avons souhaité la mise en place.

Si on doit opérer cette modification du mandat de la MONUSCO, si finalement c'est la MONUSCO qui est retenue, il est important que le Conseil de sécurité soit saisi, et que le Conseil de sécurité prenne les décisions requises”.

Nommé le 28 avril dernier à la tête du ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération internationale et la Francophonie, Raymond Tshibanda Ntungamulongo, 62 ans, a été précédemment ministre de la Coopération régionale au sein du gouvernement Muzito I et Muzito II. ■

Henri Thomas Lokondo, député national

“La MONUSCO doit être pro-active sur le plan militaire pour imposer la paix...”



Henri Thomas Lokondo à la tribune du Sénat

Henri Thomas Lokondo est parmi les acteurs politiques congolais qui continuent de penser qu’il est impérieux qu’on ait une approche globale et réaliste de la mise en œuvre d’une armée nationale congolaise. Pour lui, la MONUSCO peut jouer le rôle de partenaire-phare, et ce, conformément à la Résolution 1925 ayant trait au plan de réforme de l’armée congolaise, présenté en janvier 2010.

il me semble qu’il y a une contradiction majeure entre cette volonté plusieurs fois exprimée et le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies sur la base duquel le Conseil de sécurité a adopté

cette Résolution. Car on ne peut faire une différence entre la protection des populations et les agglomérations où il y a des guerres. Ces deux faits sont intimement liés. Parce que tous les malheurs des populations civiles sont les conséquences directes des conflits armés répétitifs dans la partie orientale de la RDC, particulièrement au Kivu, devenu depuis longtemps le ventre-mou de la région des Grands Lacs. Aussi, le concept de la protection des civils implique naturellement la protection de leurs biens. Vous ne pouvez donc pas protéger les civils et leurs biens sans neutraliser par tous les moyens

les auteurs des massacres, viols, destructions et autres violations massives des droits de l’homme.

Quant au soutien à la réforme du secteur de sécurité, il aurait été mieux indiqué que la Résolution puisse donner des précisions sur l’appui que l’ONU peut fondamentalement apporter, surtout pour la formation d’une véritable armée dissuasive susceptible de défendre l’intégrité du territoire de la RDC, régulièrement victime des agressions extérieures plusieurs fois également condamnées formellement par le Conseil de sécurité de l’ONU.

S’agissant enfin de l’appui de l’ONU aux élections provinciales et locales, je me dois d’abord de saluer l’apport de l’ONU pour son soutien massif lors des élections de 2006 et lors de toutes dernières de novembre 2011. La Résolution 2053 du Conseil de sécurité conditionne pratiquement son appui technique et logistique au renforcement de la

ECHOS DE LA MONUSCO
: Comment jugez-vous la Résolution 2053 (2012) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la RDC qui vient d’être votée et met l’accent notamment sur la protection des populations civiles, le soutien à la réforme du secteur de la sécurité et l’appui aux élections provinciales et locales ?

Henri Thomas Lokondo :
Par rapport à la précédente Résolution, il n’y a pas d’innovations fondamentales. Pour ce qui concerne la protection des populations civiles,

crédibilité de la CENI et à la mise en place de la Cour constitutionnelle. Là, le Conseil de sécurité enfonce une porte qui est déjà ouverte car l'Assemblée nationale par une majorité écrasante a déjà pris notamment une recommandation pour la restructuration profonde de la CENI en procédant non seulement par la révision de la loi créant la CENI elle-même mais aussi de la loi électorale. Concernant la Cour constitutionnelle, il n'y a aucune difficulté car la loi instituant cette Cour a été déjà examinée et adoptée

par le Parlement, le Président de la République va incessamment la promulguer.

Selon vous, que doit faire la MONUSCO de mieux ou de différent qu'elle ne fait maintenant dans le cadre de son mandat en RDC ?

H.T.L : La MONUSCO doit être pro-active sur le plan militaire pour imposer la paix, et cela, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies qui est le

fondement même de sa création et qui est pour le moment la mission la plus importante de l'ONU à travers le monde avec 19 mille éléments et qui coûte un million de dollars américains par jour.

Car, si elle est robuste dans sa composition et ses moyens, elle est molle dans ses actions militaires. Ce qui fait qu'il y a toujours inadéquation entre le Chapitre VII qui exige le recours à la force pour rétablir la paix et son mandat qui est peu philosophique et même incantatoire. ■

Elias Karokoli, Vice-Président du Conseil de l'apostolat des laïcs catholiques du Congo

“La Résolution 2053 affirme l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de la RDC”

Propos recueillis par Crispin Nlanda/MONUSCO

Entre la protection des populations civiles et l'appui aux élections provinciales et locales, en passant par le soutien de la réforme du secteur de sécurité, il n'y a qu'un pas, que le Conseil de sécurité des Nations Unies a vite franchi dans sa résolution 2053 sur la République démocratique du Congo : *“l'affirmation de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance de notre pays”*. C'est l'opinion d'Elias Karokoli, qui est Vice-Président du Conseil de l'apostolat des laïcs catholiques du Congo (CALCC). Le Conseil de l'apostolat des laïcs catholiques du Congo est une association sans but lucratif dont le siège se trouve à Kinshasa. Cette structure exécute des projets dans le domaine du développement communautaire depuis 1984. Elle sensibilise aussi les fidèles laïcs catholiques dans leurs responsabilités de vie familiale et publique dans un esprit de service et de sacrifice pour les autres.

ECHOS DE LA MONUSCO
E : Comment jugez-vous la Résolution 2053 (2012) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la RDC qui vient d'être votée et met l'accent notamment sur la protection des populations civiles, le soutien à la réforme du secteur de la sécurité et l'appui aux élections provinciales et locales ?

Elias Karokoli : Comme toutes les résolutions du Conseil de sécurité sur la situation dans notre pays,

elle affirme l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de notre pays. Ceci est essentiel pour l'Eglise et le peuple congolais. Dès 1998, aux premières heures de cette longue guerre, les Evêques congolais ont élevé la voix de notre peuple pour dire que l'intégrité territoriale, l'unité, la souveraineté et l'indépendance de notre pays ne sont pas négociables.

Pendant longtemps, le Conseil de sécurité des Nations Unies, quoique affirmant ce principe, a tergiversé. L'Etat congolais très affaibli, a besoin d'un appui sans réserve pour se redresser. De ce point de vue, il faudrait que le Conseil de sécurité soit plus incisif sur l'appui à donner à l'Etat et au peuple congolais.

Il est inacceptable que l'on continue à entretenir la guerre dans notre pays au motif qu'il y a sur le sol congolais des FDLR accusés d'avoir participé au génocide au Rwanda en 1994. Le peuple congolais n'est en rien responsable de ce qui s'était passé au Rwanda. Pour mettre fin à la guerre en RDC, il faudrait que le Conseil de sécurité donne un mandat robuste à une mission spéciale comme cela était le cas en Ituri avec Artemis ou encore avec Eufor (Force de l'Union européenne, NDLR).

Une mission de ce genre devra séjourner dans l'Est pendant au moins une année pour éradiquer tous ces groupes armés. En plus, il est indispensable que le



Elias Karokoli, Vice-Président du CALCC

Gouvernement du Rwanda soit nommément désigné comme responsable des atrocités commises en RDC aussi bien par les FDLR que par les différents groupes qu'il a soutenus et continue à soutenir. Sans cette pression, on continuera à tourner en rond.

On comprend qu'une pression contre le Rwanda met mal à l'aise les Gouvernements des Etats-Unis et de Grande Bretagne, deux membres permanents du Conseil de sécurité qui ont toujours fermé les yeux sur le comportement de Kigali au motif qu'il doit lutter contre les génocidaires.

Il se cache derrière cet argument la volonté d'affaiblir totalement la RDC pour espérer une implosion et réussir la balkanisation de notre

pays. Là-dessus, le Conseil de sécurité doit être clair.

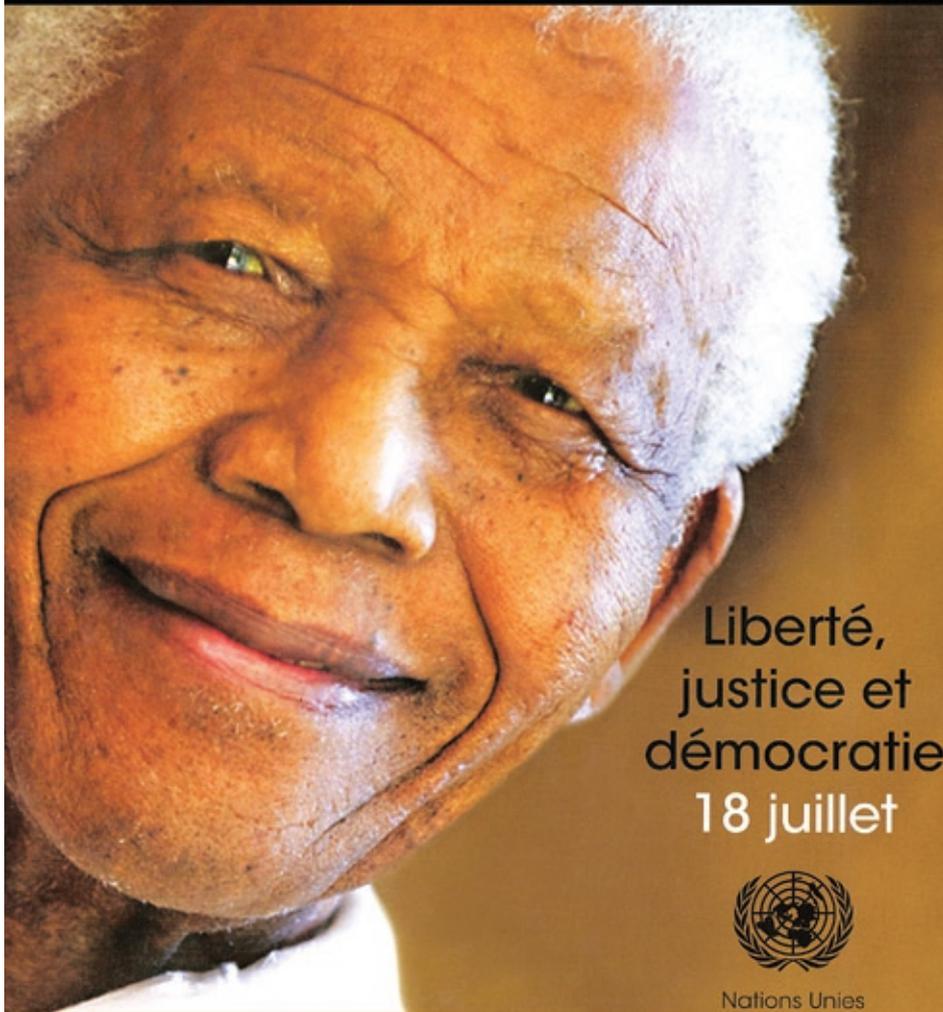
Selon vous, que doit faire la MONUSCO de mieux ou de différent qu'elle ne fait maintenant dans le cadre de son mandat en RDC ?

E.K. : S'agissant de l'appui aux élections, l'Eglise famille de Dieu qui est au Congo espère que la MONUSCO s'engagera suffisamment pour garantir des élections crédibles. Pour ce faire, nous pensons qu'il y a un travail à faire en amont auprès des décideurs et acteurs politiques. Ils doivent comprendre et se convaincre des bonnes raisons d'organiser des élections normales.

Le danger est très grand de voir éclater des conflits dans plusieurs collectivités en même temps. Il ne faudrait pas que l'on ait encore des élections bâclées. Le pays ne peut pas se permettre un tel luxe. D'où, la nécessité de ne pas attendre la campagne électorale pour organiser l'éducation civique.

Il n'est pas encore trop tard. S'agissant de la réforme du secteur de sécurité, c'est un besoin ressenti au sein de la population particulièrement dans les milieux ruraux. Nous ne connaissons pas l'orientation donnée à la réforme de ce secteur. Mais on ressent au sein du peuple, le besoin d'avoir des services de sécurité qui rassurent, protègent et soutiennent les citoyens dans leur quête du mieux-être dans la liberté et la dignité". ■

JOURNÉE INTERNATIONALE NELSON MANDELA



Liberté,
justice et
démocratie
18 juillet



Nations Unies

*"Être libre,
ce n'est pas seulement
se débarrasser de
ses chaînes;
c'est vivre d'une
façon qui respecte
et renforce
la liberté
des autres".*

- Nelson Mandela

Pour nous contacter :

12, avenue des aviateurs - Kinshasa/Gombe - Tél. : (243) 81 890 6583 - (243) 81 890 6885 - E-mail : tourep@un.org - Site web : www.monusco.org



www.facebook.com/monusco.org -



twitter.com/MONUSCO -



www.youtube.com/MONUSCO